Etats financiers annuels de SICAV

SICAV AVENIR

SICAV AVENIR publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **22 avril 2025**. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes CMC – DFK International représenté par M. Hichem AMOURI.

BILAN
arrêté au 31/12/2024
(Unité : en Dinars Tunisiens)

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
<u>ACTIF</u>			
AC 1 - Portefeuille - titres	4-1	933 029	936 775
a - Actions, Valeurs assimilées et droits rattachés		197 023	207 132
b - Obligations et Valeurs assimilées		736 006	729 643
AC 2 - Placements monétaires et disponibilités		233 061	233 163
a - Placements monétaires	4-3	202 747	202 663
b - Disponibilités	4-9	30 315	30 499
AC 3 - Créances d'exploitation	4-10	709	482
AC 4 - Autres actifs		-	-
TOTAL ACTIF		1 166 799	1 170 420
<u>PASSIF</u>			
PA 1- Opérateurs créditeurs	4-7	3 590	3 601
PA 2 - Autres créditeurs divers	4-11	26 171	21 437
TOTAL PASSIF		29 760	25 038
<u>ACTIF NET</u>			
CP 1 -Capital	4-5	1 093 939	1 097 939
CP 2 - Sommes distribuables	4-6	43 100	47 444
a - Sommes distribuables des exercices antérieurs		0	19
b - Sommes distribuables de l'exercice		43 100	47 425
ACTIF NET		1 137 039	1 145 382
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		1 166 799	1 170 420

ETAT DE RESULTAT
arrêté au 31/12/2024
(Unité : en Dinars Tunisiens)

	<i>Notes</i>	<i>Période du</i> 01/01/2024 au 31/12/2024	<i>Période du</i> 01/01/2023 au 31/12/2023
<u>PR 1 - Revenus du portefeuille - titres</u>	4-2	59 537	64 914
a - Dividendes		8 841	13 264
b - Revenus des obligations et valeurs assimilées		50 696	51 650
<u>PR 2 - Revenus des placements monétaires</u>	4-4	15 752	14 388
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		75 289	79 302
<u>CH 1 - Charges de gestion des placements</u>	4-8	-7 897	-7 962
REVENU NET DES PLACEMENTS		67 391	71 340
<u>CH 2 - Autres charges</u>	4-12	- 24 301	- 23 924
RESULTAT D'EXPLOITATION		43 090	47 416
<u>PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation</u>		10	9
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		43 100	47 425
<u>PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)</u>		-10	-9
* Variation des +/- valeurs potentielles sur titres		-14 963	-10 025
* +/- valeurs réalisées sur cession des titres		10 748	8 538
* Frais de négociation de titres		-369	-1 163
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		38 505	44 767

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

arrêté au 31/12/2024

(Unité : en Dinars Tunisiens)

	<i>Période du 01/01/2024 au 31/12/2024</i>	<i>Période du 01/01/2023 au 31/12/2023</i>
<u>AN 1 - Variation de l'Actif Net résultant des opérations d'exploitation</u>		
a - Résultat d'exploitation	43 090	47 416
b - Variation des +/- values potentielles sur titres	- 14 963	- 10 025
c - +/- values réalisées sur cession de titres	10 748	8 538
d - Frais de négociation de titres	- 369	- 1 163
<u>AN 2 - Distribution des dividendes</u>	- 47 443	- 46 197
<u>AN 3 - Transaction sur le capital</u>		
a - Souscriptions	594	549
* Capital	592	540
* Régularisation des sommes non distrib.	- 7	1
* Régularisations des sommes distrib.	10	9
b - Rachats	-	-
* Capital	-	-
* Régularisation des sommes non distrib.	-	-
* Régularisation des sommes distrib.	-	-
VARIATION DE L'ACTIF NET	- 8 344	- 881
<u>AN 4 - Actif Net</u>		
a - En début de l'exercice	1 145 382	1 146 263
b - En fin de l'exercice	1 137 038	1 145 382
<u>AN 5 - Nombre d'actions</u>		
a - En début de l'exercice	20 397	20 387
b - En fin de l'exercice	20 408	20 397
VALEUR LIQUIDATIVE	55,715	56,154
AN 6 TAUX DE RENDEMENT DE L'EXERCICE	3,36%	3,90%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Arrêtés au 31/12/2024

(Unité en Dinars Tunisiens)

1- PRESENTATION DE LA SOCIETE

La SICAV AVENIR est une société d'investissement à capital variable de catégorie mixte de type distribution, régie par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a reçu l'agrément du ministre des finances, en date du 31 Décembre 1994.

Elle a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, SICAV AVENIR bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

La gestion de « SICAV AVENIR » était confiée à la société « STB MANAGER », à partir du 16/07/2020 la gestion est confiée à « STB Finance » Intermédiaire en bourse. Le dépositaire étant la « STB ».

2- RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 Décembre 2023, sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

3- PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3- 1 Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et valeurs similaires et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3- 2 Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les placements en actions et valeurs assimilées sont évalués, en date du 31 Décembre 2024, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur du marché, applicable pour l'évaluation, des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31 Décembre 2024, ou à la date antérieure la plus récente.

Les titres OPCVM sont évalués à leurs valeurs liquidatives au 31 Décembre 2024.

L'identification et la valeur des titres ainsi évalués sont présentées dans la note sur le portefeuille-titres.

3- 3 Evaluation des placements en obligation et valeurs assimilées :

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs assimilées sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- À la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- À la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire et l'absence d'une courbe de taux pour les émissions obligataires, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31 Décembre 2024, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations de la société figurants au bilan arrêté à la même date.

En conséquence, les placements en obligations ont été évalués, au 31 Décembre 2024, au coût amorti compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncées dans le procès-verbal de la réunion tenue le 29 août 2017 à l'initiative du ministère des finances en présence des différentes parties prenantes, les Bons du trésor assimilables (BTA) sont valorisés comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de BTA ouvertes à l'émission avant le 31/12/2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » (compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres)
- A la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de BTA ouverts à l'émission à compter du 1er janvier 2018

3- 4 Evaluation des placements monétaires :

Les placements monétaires sont évalués à la date d'arrêté à leur valeur nominale déduction faite des intérêts précomptés non courus.

3- 5 Cession des placements

La cession des placements donne lieu à leur annulation à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou

moins-value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice. Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

4 - NOTES SUR LES ÉLÉMENTS DU BILAN ET DE L'ÉTAT DE RÉSULTAT

4- 1 Note sur le Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à 933 029 DT contre 936 775 DT au 31/12/2023, et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Coût d'acquisition	929 130	918 972
- Actions et droits rattachés	171 308	215 014
- Titres OPCVM	55 040	5 701
- Obligations et valeurs assimilées	702 782	698 258
Plus ou moins values potentielles	-27 749	-12 786
- Actions et droits rattachés	-30 250	-13 687
- Titres OPCVM	924	104
- Obligations et valeurs assimilées	1 576	797
Intérêts courus sur obligations et valeurs assimilées	31 648	30 589
Total	933 029	936 775

L'état détaillé du portefeuille est présenté en annexe 1 : Les mouvements enregistrés durant l'exercice 2024, sur le poste « Portefeuille-Titres », sont indiqués ci-après :

	<u>Coût d'acquisition</u>	<u>courus nets</u>	<u>values latentes</u>	<u>au 31 décembre</u>	<u>values réalisées</u>
Soldes au 31 décembre 2023	918 973	30 589	(12 786)	936 776	
* Acquisitions de l'exercice					
Actions et droits rattachés	3 500			3 500	
Obligations	46 000			46 000	
Emprunt national	22 454			22 454	
Bons du trésor assimilables	0			0	
OPCVM	174 153			174 153	
* Remboursements et cessions de l'exercice					
cession Actions et droits rattachés	(47 205)			(47 205)	10 955
Annuités obligations et cessions d'obligations	(63 930)			(63 930)	
Bons du trésor assimilables	0			0	0
Emprunt national	0			0	
OPCVM	(124 813)			(124 813)	(207)
* Variations des plus ou moins values latentes			(14 963)	(14 963)	
Titres OPCVM					
* Variations des intérêts courus		1 059		1 059	
Soldes au 31 décembre 2024	929 130	31 648	(27 749)	933 029	10 748

4- 2Note sur les revenus du portefeuille- titres

Les revenus du portefeuille-titres totalisent 59 537 DT pour la période allant du 01/01/2024, au 31/12/2024, contre un montant de 64 914 DT du 01/01/2023, au 31/12/2023, et se détaillent ainsi :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
- Revenus des actions	5 565	3 600
- Revenus des Titres OPCVM	3 276	9 664
- Revenus des Obligations et valeurs assimilées	50 696	51 650
Total	59 537	64 914

4-3 Note sur les placements monétaires

Ce poste s'élève à 202 747 DT au 31/12/2024 contre 202 663 au 31/12/2023, et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Compte à terme STB		
Placement au 29/01/2024(Taux 9,8%) 90 jours	-	202 663
Placement au 27/01/2025(Taux 9,77%) 90 jours	202 747	-
Total	202 747	202 663

4-4Note sur les revenus des placements monétaires

Les revenus des placements monétaires totalisent 15 752 DT pour la période allant du 01/01/2024, au 31/12/2024, contre 14 388 DT du 01/01/2023, au 31/12/2023, et représentent le montant des intérêts courus sur les comptes de dépôts.

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
- Intérêts/ Placements à terme	15 752	14 388
Total	15 752	14 388

4-5 Note sur le capital

Capital au 01/01/2024	
- Montant	1 097 939
- Nombre de titres	20 397
- Nombre d'actionnaires	19
Souscriptions	
- Montant	585
- Nombre de titres	11
- Nombre d'actionnaires nouveaux	-
Rachats effectués	
- Montant	-
- Nombre de titres	-
- Nombre d'actionnaires sortants	-
Autres effets s/capital	
- Variation des plus ou moins values potentielles sur titres	- 14 963
- Plus ou moins values réalisées sur cession de titres	10 748
- Frais de négociation de titres	- 369
Capital au 31/12/2024	
- Montant	1 093 939
- Nombre de titres	20 408
- Nombre d'actionnaires	19

4-6 Note sur les sommes distribuables

Les sommes distribuables correspondantes aux sommes distribuables de l'exercice en cours et aux sommes distribuables des exercices antérieurs, se détaillent ainsi :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Sommes distribuables de l'exercice en cours	43 100	47 425
Sommes distribuables des exercices antérieurs	-	19
Total	43 100	47 444

4-7Note sur les opérateurs créditeurs

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024, à 3 590 DT contre 3 601 DT au 31/12/2023, et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
- Gestionnaire	570	575
- Dépositaire	3 019	3 026
Total	3 590	3 601

4-8Note sur les charges de gestion des placements

Les charges de gestion des placements s'élèvent pour la période allant du 01/01/2024, au 31/12/2024, 7 897 DT contre 7 962 DT du 01/01/2023, au 31/12/2023, et se détaillent ainsi :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
- Rémunération du gestionnaire	6 714	6 782
- Rémunération du dépositaire	1 183	1 180
Total	7 897	7 962

4-9Note sur les disponibilités

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024, à 30 315 DT contre 30 499 DT au 31/12/2023, et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
- Avoirs en banque	30 315	30 499
Total	30 315	30 499

4-10 Créances d'exploitation

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024, à 709 DT contre 482 DT au 31/12/2023, et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes à recevoir	348	348
Retenue à la source sur BTA	-	-
Retenue à la source sur Obligations	361	134
Total	709	482

4-11 Autres Créiteurs divers

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024, à 26 171 DT contre 21 437 DT au 31/12/2023, et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
TCL	81	46
Jetons de présence	10 911	10 200
Publicité et publications	6 055	5 038
honoraires(CAC)	-	-
Rémunération DG	-	-
Autres créiteurs (CMF)	97	98
Etat retenue à la source	45	102
PUBLICATIONS DIVERSES	8 982	5 953
Total	26 171	21 437

4-12 Note sur les autres charges

Les autres charges s'élèvent pour la période allant du 01/10/2024, au 31/12/2024, à 24 301 DT contre 23 924 DT du 01/01/2023, au 31/12/2023, et se détaillent ainsi :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
- Rémunération d'intermédiaire & honoraires (CAC)	6 044	5 606
- Redevance CMF	1 128	1 140
- TCL	771	786
- Jeton de présence	10 211	10 183
- Publicité & publication	6 117	6 101
- Rémunération DG	-	-
- Autres charges	30	109
Total	24 301	23 924

5 - AUTRES INFORMATIONS

5- 1 Rémunération du gestionnaire

La gestion de la société est confiée à la société « STB Finance ». Celle-ci se charge du choix des placements et de la gestion administrative et comptable de la société. En contrepartie des prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 0,5% HT de l'actif net par an.

5- 2 Rémunération du dépositaire

La fonction de dépositaire est confiée à la « STB ». En contrepartie des prestations, le dépositaire perçoit une rémunération de 1 190 Dinars TTC l'an.

5- 3 Prise en charge de frais de fonctionnement

A compter du 01/01/2019, la société prend en charge la rémunération des dirigeants, les honoraires du commissaire aux comptes, les jetons de présence, les publications légales et tous autres frais liés à sa gestion. Cette décision a été adoptée par le conseil d'administration de la société réuni le 7 Juin 2018.

5- 4 Données par action et ratios pertinents

<i>Données par action</i>	2024	2023	2022	2021	2020
Revenus des placements	3,689	3,888	3,739	3,07051116	3,238
Charges de gestion des placements	- 0,387	- 0,390	- 0,390	-0,3898163	-0,395
Revenus net des placements	3,302	3,498	3,349	2,68069486	2,843
Autres produits	-	-	-	0	-
Autres charges	- 1,191	- 1,173	- 1,083	-1,11764982	-1,214
Résultat d'exploitation (1)	2,111	2,325	2,266	1,56304504	1,629
Régularisation du résultat d'exploitation	0,000	0,000	0,000	0,00051455	-
Sommes distribuables de l'exercice	2,112	2,325	2,267	1,56355959	1,629
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles	- 0,733	- 0,491	0,315	-1,53831574	1,663
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	0,527	0,419	- 0,451	0,69126294	-1,231
Frais de négociation	- 0,018	- 0,057	- 0,111	-0,12565689	-0,026
Plus (ou moins) valeurs sur titres et frais de négociation (2)	- 0,225	- 0,130	- 0,247	-0,97270968	0,406
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	1,887	2,195	2,019	0,59033536	2,035
Résultat non distribuable de l'exercice	- 0,225	- 0,130	- 0,247	-0,97270968	0,406
Régularisation du résultat non distribuable	-	-	-	0	-
Sommes non distribuables de l'exercice	- 0,225	- 0,130	- 0,247	-0,97270968	0,406
Distribution de dividendes	2,112	2,266	1,564	1,629	2,288
Valeur liquidative	55,715	56,154	56,225	55,77	56,809
Ratios de gestion des placements					
Actif Net Moyen	1 141 210	1 145 823	1 141 452	1 146 292	1 158 514
Charges de gestion des placements / actif net moyen	-0,69%	-0,69%	-0,70%	-0,69%	-0,69%
Autres charges / actif net moyen	-2,13%	-2,09%	-1,93%	-1,99%	-2,13%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	3,78%	4,14%	4,05%	2,78%	2,86%

Annexe 1

SICAV AVENIR
Société d'investissement à capital variable
société régie par le code des OPCVM promulgué par la Loi n° 2001-83 du 24/07/01
paru au JORT N°: 59 du 24/07/01
Agrément du 30 Juin 1994

PORTEFEUILLE AU 31/12/2024
(Unité : en Dinars Tunisiens)

Code ISIN	Désignation du titre	Nombre de titres	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2024	%Actif	% Actif Net
Actions			171 308,252	141 058,698	12,09%	12,41%
TN0006560015	SOTUVER	2 500	30 417,210	31 730,000	2,72%	2,79%
TN0002600955	STB	11 000	42 925,000	32 406,000	2,78%	2,85%
TN0007570013	EURO-CYCLES	3 000	53 345,040	35 289,000	3,02%	3,10%
TN0007630015	SOTIPAPIER	7 673	44 621,002	41 633,698	3,57%	3,66%
Titres emis ou garanti par l'Etat			556 781,500	581 712,601	49,86%	51,16%
TNZBXQU5RZ91	EPT NAT 3 2021 AF	100	950,000	980,194	0,08%	0,09%
TN0008000887	EMPT NAT 2 2021 A	300	2 970,000	3 047,406	0,26%	0,27%
TNNI3UPDYO12	EMP NAT 2023 T2 AF	477	4 483,800	4 729,506	0,41%	0,42%
TNYZO6UGUZ33	EPT NAT 3 2021 BF	49	4 704,000	4 865,675	0,42%	0,43%
TNYZO6UGUZ33	EPT NAT 3 2021 BF	60	5 700,000	5 908,428	0,51%	0,52%
TNYZO6UGUZ33	EPT NAT 3 2021 BF	100	9 400,000	9 798,114	0,84%	0,86%
TN5QHxz8T348	EPT NAT 3 2021 BV	107	10 004,500	10 476,933	0,90%	0,92%
TNGB6J5LA0W7	EMP NAT 2024 T2 AF	1 500	15 000,000	15 737,261	1,35%	1,38%
TNNI3UPDYO12	EMP NAT 2023 T2 AF	1 600	15 201,600	16 129,986	1,38%	1,42%
TNSUXW7EBUQ0	EPT NAT 3 2021 AV	1 954	18 367,600	18 972,490	1,63%	1,67%
TN0008000846	EMPT NAT 2021 C	120	120 000,000	124 283,704	10,65%	10,93%
TN0008000838	EMPT NAT 2021 B	1 500	150 000,000	155 294,466	13,31%	13,66%
TN5XXZZ454U2	EPT NAT 1 2022 CF	2 000	200 000,000	211 488,438	18,13%	18,60%
Obligations			146 000,000	154 293,462	13,22%	13,57%
TNL6Z2LXMEP5	STBSUB 2021-1 D	40	4 000,000	4 273,858	0,37%	0,38%
TNL6Z2LXMEP5	STBSUB 2021-1 D	70	7 000,000	7 479,251	0,64%	0,66%

TNIKWGWIVBC2	ATL 2024-1	100	10 000,000	10 520,274	0,90%	0,93%
TN0004700746	ATL 2017-2 C	500	10 000,000	10 529,710	0,90%	0,93%
TNL6Z2LXMEP5	STBSUB 2021-1 D	100	10 000,000	10 684,645	0,92%	0,94%
TNL6Z2LXMEP5	STBSUB 2021-1 D	100	10 000,000	10 684,645	0,92%	0,94%
TN0003100773	BNA SUB 2018-1 B	700	14 000,000	14 372,975	1,23%	1,26%
TNIKWGWIVBC2	ATL 2024-1	150	15 000,000	15 780,411	1,35%	1,39%
TN0002601219	STB 2020-1 C FIXE	300	18 000,000	19 123,989	1,64%	1,68%
TN0002102150	TLF 2021-1 FIXE	600	24 000,000	25 326,641	2,17%	2,23%
TN0001901115	BH F SUB 2019-1 C	600	24 000,000	25 517,063	2,19%	2,24%
TITRES OPCVM			55 040,215	55 964,325	4,80%	4,92%
TN0002600963	SICAV EPARGNANT	233	24 311,265	24 797,025	2,13%	2,18%
	FCP OBLIGATAIRE					
TN3A0J4BTFV3	CAPITAL PLUS	276	30 728,950	31 167,300	2,67%	2,74%
Total Général			929 129,967	933 029,086	79,96%	82,06%

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux actionnaires de la société « **SICAV AVENIR** ».

I. Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons audité les états financiers de la société « **SICAV AVENIR** » arrêtés au 31 Décembre 2024 comprenant le Bilan, ainsi que l'état du résultat, l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

A notre avis, les états financiers ci-joint présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société « **SICAV AVENIR** », ainsi que la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 Décembre 2024, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des Autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Rapport du Conseil d'administration

La responsabilité du rapport du conseil d'administration incombe à la direction.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport du conseil d'administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du conseil d'administration par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport du conseil d'administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Les états financiers ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société « **SICAV AVENIR** ». Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états financiers, c'est la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société

à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilité de l'auditeur

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre

Des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur

les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport.

Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent

Raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

II. Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la Loi et les Normes Professionnelles.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

Par ailleurs et En application des dispositions de l'article 19 du Décret n° 2001-2728 du 20 Novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires en matière des conditions d'inscription des valeurs mobilières. A ce titre, la société « SICAV AVENIR » assure le suivi de la liste des actionnaires sur la base des informations reçues se rapportant aux transactions sur le capital.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis le 28 Mars 2025

Le Commissaire aux Comptes :

P/ CABINET CMC

Hichem AMOURI

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024.

Dans le cadre de nos travaux de commissariat aux comptes de la société « SICAV AVENIR », nous avons été avisés des conventions suivantes entrant dans le cadre des articles 200 et suivants et 475 du Code des Sociétés Commerciales :

- La convention de dépositaire conclue entre la société « SICAV AVENIR » et la « STB » au titre de laquelle la Banque perçoit une rémunération annuelle fixe. A ce titre, les honoraires de la « STB » comptabilisés au titre de l'année 2024, s'élèvent à 1 183 Dinars TTC.
- La convention de gestion conclue entre la société « SICAV AVENIR » et la société « STB FINANCE ». Celle-ci se chargeait du choix des placements et de la gestion administrative et comptable de la société. En contrepartie des prestations, le gestionnaire percevait une rémunération de 0,5% HT de l'actif net par an.

A ce titre, les honoraires comptabilisés au titre de l'année 2024, s'élèvent à 6 714 Dinars TTC.

Par ailleurs, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des articles précités.

Tunis, le 28 Mars 2025

Le Commissaire aux comptes :

P/ CABINET CMC

Hichem AMOURI